

Opinion

# **AMÉRIQUE LATINE - La furie du jeteur de sort et la vengeance de Roger Casement**

Atilio Boron

mardi 24 septembre 2019, mis en ligne par [Françoise Couédel](#)

Vendredi 6 septembre 2019.

Récemment Mario Vargas Llosa a lancé une de ses diatribes habituelles contre les gouvernements et les leaders progressistes et de la gauche latino-américains [1]. Mais à cette occasion il a franchi un pas de plus et ne s'est pas privé d'attaquer aussi les électeurs qui, selon sa vision particulière, en élisant des gouvernements « populistes » optent pour la barbarie et le repli sur la tribu au lieu de jouir des délices de la civilisation capitaliste. Le romancier ne décolère pas car certains pays d'Amérique latine ne semblent pas disposés à vouloir avancer sur le sentier néolibéral que, lui, leur propose depuis si longtemps.

Il ne pouvait pas en être autrement : l'objet préféré de sa colère est le gouvernement de Nicolás Maduro. Depuis le confort et le luxe de la sublime Marbella il décoche ses flèches contre Diosdado Cabello qui a demandé à ses partisans de « recourir au troc pour bannir une fois pour toute la monnaie impérialiste ». Le romancier est prolix sur le sujet et dénonce tardivement ce que le gouvernement bolivarien dénonce depuis des années : participant à la guerre économique que Washington a déclaré au Venezuela, les mafias liées aux chefs de l'empire s'emparent du moindre bolivar qui circule sur le marché, l'emportent en Colombie et laissent la population sans liquidité pour faire ses achats. Cela n'est pas le produit de la logique du marché mais une manipulation perverse destinée à susciter la grogne sociale et aviver le mécontentement contre le gouvernement, en misant sur le fait que ces pénuries provoqueront l'insurrection populaire si attendue qui en finira avec le gouvernement de Maduro. En d'autres termes : planifier le chaos économique et social et attendre que mûrissent les conditions d'une révolte populaire. Mais la dénonciation de Vargas Llosa s'arrête là, non du fait du hasard ou de l'inattention, dans le monde trompeur des apparences, car il omet d'identifier les causes qui sont à l'origine de la disparition des liquidités et les objectifs que la Maison-Blanche poursuit avec cette manœuvre. Il occulte, en connaissance de cause, que cette opération est l'un des piliers des guerres de « cinquième génération » (également appelées « guerres hybrides ») que met en pratique l'Empire [2]. Guerres qui ne se mènent pas avec des armes conventionnelles mais en conquérant les cœurs et les esprits des peuples, en semant le chaos, en encourageant la haine et la colère, en suscitant la peur et en canalisant toutes ses frustrations contre le gouvernement que les États-Unis souhaitent renverser. En résumé : gagner une guerre sans tirer une seule balle et en faisant confiance à « l'artillerie de la pensée » comme Hugo Chávez le prédisait.

Le diagnostic du romancier est catégorique : « ce que le Venezuela a engendré avec "le socialisme du XXIe siècle" est l'un des pires cataclysmes de l'histoire ». Peut-être, car le gouvernement bolivarien lui-même l'a reconnu. Mais il ne suffit pas d'avouer un crime contre l'humanité : il faut chercher qui en est le coupable, l'auteur intellectuel et l'agent matériel responsables de cette situation. Souvenons-nous : est-ce que ne sont pas des cataclysmes ce que les États-Unis ont fait en Irak, en Lybie, en Syrie, auparavant au Chili, au Nicaragua, en Haïti, en République dominicaine et à La Grenade, bien évidemment au Vietnam, en Indonésie, au Cambodge, au Laos, comme antérieurement, à l'instar de ce qu'ont produit les attaques de l'Allemagne nazie en France en Italie et en Angleterre, au cours de la seconde guerre mondiale. Tous les pays victimes d'une agression souffrent de pénuries terribles, mais personne en toute conscience ne peut déclarer coupables de leurs souffrances ceux qui en pâtissent. Il ne peut pas échapper à l'écrivain que le Venezuela est victime d'une guerre d'une infinie cruauté, qui se solde par des milliers de morts, par

le blocus de l'approvisionnement en vivres et en médicaments, ce qui l'oblige à affronter une situation humanitaire d'une extrême gravité [3]. Mais depuis quand la responsabilité de cette tragédie en incombe-t-elle aux victimes et non aux malfrats, amis et protecteurs de Vargas Llosa, qui sont ceux qui commettent cette guerre criminelle ?

Dans sa vision délirante le romancier encense les États-Unis, les considérant comme l'avant-garde indiscutable de la civilisation et incapables donc de faire le mal. Ce sont les mauvais gouvernements que les incorrigibles latino-américains élisent qui le commettent et on ne doit nullement accuser Washington de nos malheurs. En idéalisant les États-Unis l'écrivain cache sous le tapis une société aliénée et aliénante qui, chaque semaine, voit se commettre un assassinat collectif perpétré par un « humanoïde » qui « entend des voix » qui lui ordonnent d'entrer dans une église, une école, un hôpital ou une cafeteria et de tirer au hasard ; ou un vétéran déséquilibré de la guerre d'Irak, de Syrie ou d'Afghanistan, ou un drogué hors de lui, désireux de se venger d'une société qui l'a réduit à une si pénible condition. De cela l'écrivain volubile et prolix n'en touche pas un mot. Il ne mentionne pas non plus l'existence de 50 millions d'étatsuniens qui vivent sous le seuil de pauvreté et tant d'autres, à peine un peu mieux lotis, et qui mangent quand ils peuvent grâce aux « tickets repas » ; ou les un peu plus de 550 000 « sans-abris » disséminés à travers tout le pays ; ou les 25% de la population des États-Unis qui n'ont pas la moindre couverture médicale ou en ont une très insuffisante. [4]. Sans parler d'une « civilisation » qui a perpétré les deux plus grands attentats terroristes de l'humanité en réduisant en cendres en un instant plus de deux cent mille personnes innocentes dont le seul tort était de vivre à Hiroshima et à Nagasaki.

Incapable de reconsidérer l'orientation idéologique qui l'aveugle tant, l'auteur de *Conversation dans la cathédrale* plaint les « quatre millions de Vénézuéliens » qui ont fui leur pays mais il ferme béatement les yeux sur les quatre millions de déplacés en Colombie, officiellement reconnus par les autorités de ce pays. Quatre millions, (à supposer que ce soit quatre) qui fuient le pays, c'est une catastrophe ; huit millions qui désertent la campagne colombienne c'est pour eux une agréable ballade qui n'éveille pas le moindre reproche chez l'écrivain aigri. Pire encore, dans ce déchainement rageur il se félicite de ce que le Chili « progresse à pas de géant », de même que « la Colombie où la démocratie fonctionne et qui semble sur la bonne voie, en dépit de toutes les déficiences du soi-disant "processus de paix" ». Il est évident que le romancier fait totalement fausse route quand il abandonne le domaine de la fiction - dans lequel il évolue avec un brio indéniable - et prétend passer pour un chroniqueur objectif et documenté de son époque. Quitte à le décevoir, il faut bien dire que, sur ce terrain-là, il est tout juste un dilettante.

Par exemple, il se scandalise de l'évasion de « gigantesques fortunes » des dirigeants chavistes sans apporter, comme c'est le cas invariablement dans ses fréquents pamphlets, une seule donnée concrète ou une seule source objective pour étayer ses dénonciations. Mais je vais lui manifester ma solidarité en lui offrant une information qui lui sera certainement utile : sous le gouvernement de son ami Mauricio Macri, qu'il admire, a été transférée, entre le 1er janvier 2016 et le 30 juin 2019, la modique somme de 7 milliards 200 mille dollars, au rythme de 50 millions de dollars chaque jour, samedi, dimanche, et « jours fériés » compris. Ce sont les chiffres officiels de la Banque centrale. Mais, comme il s'agit d'un ami, le romancier gardera le silence sur cet énorme pillage. Il préfère divaguer sur l'argent que les chavistes auraient transféré hors du Venezuela plutôt que de fourrer son nez dans les délits commis par ses amis et leurs commanditaires.

Dans son article, il poursuit ses diffamations : des centaines de prisonniers politiques au Venezuela, des tortures systématiques, des répressions qui se multiplient, « impopularité du régime », « assassinats sans nombre », soumission par la terreur, et les litanies continuent. Mais parle-t-il de la Colombie où chaque semaine disparaissent, sont torturés ou tués trois ou quatre militants sociaux ? Non ! Il parle du Venezuela, mettant sa plume exquise d'écrivain de fiction au service des intérêts les plus sordides des classes dominantes des États-Unis et de l'Amérique latine. Il se permet aussi de s'en prendre à notre Cuba, pays héroïque qui, faisant preuve d'un patriotisme et d'un stoïcisme admirables, a enduré soixante années ininterrompues d'agressions états-uniennes. Mais l'auteur de *La Maison verte* passe sous silence ce petit détail et se permet de décrire Cuba comme un pays « qui est resté en dehors de l'histoire ».

Il est évident que le domaine de cet écrivain n'est pas l'essai mais la fiction. Si nombre de ses

personnages vivaient à nouveau (je pense à l'attachant Irlandais Roger Casement, héros de *Le rêve du Celte*) ; celui-ci s'en prendrait certainement à lui sans pitié pour son cynisme et sa malhonnêteté, quand il met dans sa bouche des mots et des discours anticapitalistes et anti-impérialistes mais ensuite le méprise et le dénigre quand il abandonne ses fictions et se consacre à commenter ce qui se passe dans le monde réel. Par exemple, dans ce même article, il reproche aux Argentines et Argentins leur « folie furieuse » exprimée dans les élections primaires du 11 août qui se sont traduites par une franche défaite de son ami Macri. « Je pense », dit l'écrivain, « que ce qu'on appelle le "gradualisme", la volonté de l'équipe de Macri de ne pas exiger plus de sacrifices d'un peuple exténué par les malhonnêtetés des Kirchner » a été la cause de l'échec. Il est évident que Vargas Llosa n'a pas la moindre idée de ce qui s'est passé en Argentine. Seul un ignorant, ou une personne sans pitié, peut « exiger plus de sacrifices » d'un peuple qui, en raison même des politiques que, lui, suggère avec tant d'acharnement, a été appauvri, affamé, désinformé ; abusé par la propagande officielle, écrasé par les augmentations scandaleuses des tarifs des services publics, par l'escalade inflationniste, l'accroissement du chômage, avec des milliers de fermetures de petites et moyennes entreprises, une consommation en chute libre, des coupes brutales des programmes de santé et d'éducation ; un pays devenu un champion de l'endettement et de l'évasion de devises. Ce n'est pas tout : l'écrivain se permet d'affirmer que le gouvernement de son ami, qui a été pris par un coup de force et qui a ruiné l'Argentine « est probablement le plus compétent et honnête qu'ait eu le pays depuis longtemps ». Ni honnête ni compétent, mais tout le contraire, Don Mario. Si vous avez le temps venez donc en Argentine et discutez avec de vraies personnes, en chair et en os, et non avec les ringards que vous fréquentez quand vous nous rendez visite ; vérifiez par vous même si on peut encore exiger de ces personnes davantage de sacrifices. Surtout si c'est pour que les richards qui nous gouvernent continuent à grossir leurs fortunes de façon scandaleuse [5].

Vous achevez votre bilan de cette pénible régression de la supposée civilisation vers la barbarie en vous référant aux gouvernements du Nicaragua, de la Bolivie et du Mexique. En vérité : rien de nouveau. Vous reproduisez, sans le brio dont votre plume témoigne dans vos nouvelles, les mensonges et les « infox » que fabriquent sans cesse vos amis à Washington et vous reprenez à votre compte la servilité intellectuelle et politique que l'Empire engendre et soutient sous ces latitudes. Vous accablez Ortega, Evo, et López Obrador, sans citer un seul fait, sans la moindre considération du contexte, sans situer historiquement les luttes de leurs gouvernements, soumis depuis des siècles à l'oppression impérialiste. Vous avez une telle confiance dans votre prose envoutante. Vous avez l'impudence d'accuser Evo de prétendre s'éterniser au pouvoir, alors qu'il a été de loin le meilleur président de toute l'histoire de la Bolivie, qu'il a construit l'économie la plus saine et la plus dynamique de Notre Amérique. Rien de tout cela ne vous intéresse. « Cette éternisation » est malsaine, dites-vous, mais il n'en a pas été de même pour votre camarade Felipe González ou votre mentor idéologique et politique Margaret Thatcher. Dans ces cas-là leurs permanences prolongées au gouvernement ont été les symptômes de la vertu républicaine [6]. Ce qui est positif de la part d'un Européen est négatif quand c'est le fait d'un Indien, d'un mulâtre ou d'un ouvrier. Point n'est besoin d'être un psychologue pour percevoir le racisme sous-jacent de cette dénonciation.

ALMO ne vaut pas mieux pour vous, qui tombe sous les foudres de votre aversion : « Les assassinats de journalistes et de femmes continuent à un rythme effrayant », affirmez-vous, et, avec lui, le populisme commence à ronger une économie qui, en dépit de la corruption du gouvernement antérieur, semblait bien orientée ». Les assassinats de journalistes et les féminicides ont commencé sous les gouvernements antérieurs à celui de López Obrador et Vargas Llosa les a soutenus de toutes ses forces. Auriez-vous oublié ce détail ? Que « l'économie semblait bien orientée » est une preuve officielle d'ignorance des notions les plus élémentaires de la science et de l'histoire de l'économie. Pure affabulation, comme celle d'exalter les « démocraties » de Piñera et de Duque au Chili et en Colombie. Au Chili, pays avec les plus hauts taux d'endettement *per capita* d'Amérique latine, produit de la privatisation de presque tous les secteurs, y compris l'eau, et où, selon une étude de la prestigieuse Fondation Sol de ce pays, « plus de la moitié des travailleurs salariés ne peuvent pas sortir une famille moyenne de la pauvreté » et dont la population s'est résignée à être gouvernée par les richards et leurs représentants politiques ; celle-ci ne se dérange même pas pour voter. Voilà le modèle à imiter, selon l'écrivain, bien que ce soit l'un des pays les plus inégalitaires du monde, comparable au Rwanda [7].

L'autre modèle n'est ni plus ni moins que la Colombie, pays soumis au fléau de massacres interminables,

incessants, et qui ne suscitent aucune marque de compassion de la part de l'imperturbable romancier hispano-péruvien qui devrait en rougir de honte. De la même façon quand il se demande encore si « le géant brésilien a amorcé son retour à la barbarie ». Décrochez votre téléphone, Don Mario ! Vous ne savez pas que Jair Bolsonaro est président du Brésil et que la barbarie est déjà installée au Palais de Planalto ? Bolsonaro est parti en guerre contre la culture, il interdit « l'idéologie du genre », condamne les écoles qui forment des citoyens, avec lui la nature même est en péril, car il est le principal auteur intellectuel et politique du gigantesque incendie qui dévore de grands pans de l'Amazonie. Toutes ces initiatives ne sont-elles pas suffisamment barbares ? Ne lisez-vous pas les journaux, ne consultez-vous pas ce que disent les réseaux sociaux (pas ceux de vos amis qui vous font une peinture d'un monde idyllique, que vous prenez apparemment pour argent comptant). Ne savez-vous pas qu'au Brésil il y a eu « un coup d'État doux » qui a mis fin au gouvernement légal et légitime de Dilma Rousseff et que ses deux exécuteurs ont été deux scélérats, Michel Temer et Eduardo Cunha, en prison pour vol à l'heure qu'il est ? Lula s'y trouve aussi, bien que, lors du procès, le juge Eduardo Moro ait dit qu'il n'avait pas de preuves de la corruption de Lula mais qu'il était convaincu qu'il avait volé un appartement. Tout cela ne ressemble-t-il pas à du despotisme monarchique ? Sans doute pas, car Juan Carlos, l'émérite roi d'Espagne, contesté, vous a conféré un titre de noblesse et vous a fait Marquis. Mais cela vous semble-t-il un geste civilisateur de retourner à l'époque de l'Inquisition quand un curé envoyait une femme au bûcher car, lui aussi, comme le juge Moro, était convaincu que la victime était une sorcière qui avait cédé avec joie à la concupiscence de Satan ? Ignorez-vous que Moro, le disciple chéri des programmes de « bonnes pratiques » qu'organise le gouvernement des États-Unis, a été récompensé par Bolsonaro, pour avoir envoyé Lula en prison, et nommé ni plus ni moins que ministre de la justice du Brésil ? Enfin, Don Mario, dans quel monde vivez-vous ?

Je termine ces notes par une brève allusion à un roman que j'ai déjà en projet et que les divagations propagandistes de vos écrits et la déloyauté manifestée envers les personnages de vos fictions me pressent d'écrire. Dans ce roman il y a une scène dans laquelle l'Irlandais Roger Casement se présente inopinément à la porte de votre demeure madrilène. Il frappe, vous lui ouvrez et lui, sans crier gare, vous prend fermement au collet et vous gifle jusqu'à vous mettre à terre. Vous êtes à terre et Roger se baisse, vous attrape par les cheveux et furibond vous crie : « Pourquoi m'as-tu trahi, pourquoi louais-tu mon combat anticolonialiste et anti-impérialiste dans le livre que tu m'as consacré et t'ériges-tu, maintenant, en défenseur de ces ignominies que j'ai combattues toute ma vie ? Tout cela n'était-il qu'une bonne affaire pour toi ? Crois-tu que ce que j'ai fait au Congo belge et en Amazonie péruvienne n'était qu'un jeu ? Tu crois peut-être que c'en est fini de ces histoires de barbarie grâce au « progrès de la civilisation capitaliste » comme tu le dis ? Tu ne vois pas que, dans toute l'Amérique latine et la Caraïbe, des gens souffrent des incroyables pénuries que tu as racontées, lorsque tu relatais mes efforts au service de la justice et de la dignité humaine ? Comment expliques-tu ton incohérence ? Jusqu'où va aller ta trahison ? Jusqu'à quand continueras-tu à mentir ? Es-tu conscient que tu passeras à l'histoire comme un personnage funeste, tel Louis-Ferdinand Céline, grand écrivain français du vingtième siècle, mais à la réputation entachée irrémédiablement par son apologie du racisme et du nazisme ? Crois-tu que ton sort sera différent ? Tu te trompes. Nous, les personnages héroïques de tes romans, nous nous chargerons, l'un après l'autre de dénoncer le hiatus moral indéfendable qui sépare le grand écrivain qui a romancé nos luttes anti-impérialistes du scribouillard au service des bourgeoisies et de leurs maîtres impérialistes. Nous dénoncerons aussi l'imposture et la duplicité de celui qui écrit des romans orientés à gauche et qui dans la vraie vie est à droite. Raison pour laquelle les bourreaux de l'humanité t'érigent un piédestal tandis que les hommes et les femmes de bonne volonté, ceux qui luttent pour construire un monde meilleur, te vouent aux gémonies. »

---

**Atilio A. Boron** est directeur du Centre culturel de la coopération Floreal Gorini (PLED) à Buenos Aires (Argentine). Il a reçu le Prix Libertador de la pensée critique en 2013.

Traduction française : **Françoise Couëdel**.

## Notes

[1] « Retour à la barbarie » *El País* (Espagne), 31 août 2019. Reproduit dans *La Nación* (Buenos Aires) le 2 septembre 2019.

[2] Cf. Andrew Korybko, *Guerres hybrides. Des révolutions de couleurs au Coup d'État* (São Paulo : Expressao Popular, 2015

[3] Les blocus commerciaux sont mortifères. Celui des États-Unis contre l'Irak a occasionné la mort de quelque 650 000 personnes. Depuis 2017 les sanctions économiques imposées par Trump au Venezuela ont entraîné la mort d'au moins 40 000 personnes selon un rapport récent du Centre d'économie politique et de recherche de Washington DC. Voir :

<http://cepr.net/press-center/press-releases/report-finds-us-sanctions-on-venezuela-are-responsible-for-tens-of-thousands-of-deaths>.

[4] Le chiffre des sans-abris est sur

<https://endhomelessness.org/homelessness-in-america/homelessness-statistics/state-of-homelessness-report/>. Sur la base de recensements officiels du Département du logement et du développement urbain.

Les données sur l'insuffisance d'assistance médicale proviennent de

<https://www.thebalance.com/health-care-inequality-facts-types-effect-solution-4174842>.

[5] « le Président a augmenté ses biens de 51% et il est le troisième fonctionnaire le plus riche de son cabinet. La majorité des membres du cabinet et le cercle des amis du régime se sont enrichis de façon scandaleuse pendant la gestion de Macri. Et presque sans exception leurs fortunes ont été déposées dans des paradis fiscaux »

(<https://chequeado.com/el-explicador/declaraciones-juradas-arribas-dujovne-y-macri-los-mas-ricos-del-gabinete/>).

[6] C'est ce que vous reconnaissez avec fierté dans *L'appel à la tribu* (Madrid : Alfabuera, 2018). Une critique de ce livre, et en particulier la « révélation » qu'a été pour lui son extraordinaire rencontre avec Thatcher se trouvent dans mon ouvrage *Le Sorcier de la tribu. Mario Vargas Llosa et le libéralisme en Amérique latine* (Madrid, México, Buenos Aires : AKAL 2019).

[7] Cf. la note de Nicolás Bravo Sepúlveda, dans le journal digital El Mostrador,

<https://www.elmostrador.cl/destacado/2019/08/21/radiografia-de-la-desigualdad-mas-de-la-mitad-de-los-trabajadores-asalariados-del-sector-privado-vive-en-la-pobreza/>. Les chiffres sur les inégalités se trouvent dans le rapport de la Banque mondiale : *Taking On Inequality* (Washington : 2016).